

AU-DESSUS DE LA CONFÉRENCE DES 21: L'ALLEMAGNE, ACTRICE SECONDAIRE ET PASSIVE...

Le problème allemand est secondaire dans le complexe mondial. L'erreur de le croire primordial ne peut provenir que de la France, en vertu des intérêts idéologiques et matériels de son capitalisme national et, évidemment, de l'Allemagne. Mais pour le reste du monde, non seulement le problème allemand est secondaire. MAIS IL N'Y A PAS A PROPREMENT PARLER DE POLITIQUE ALLEMANDE. Il y a une politique DÉ-RIVANT DE, A PROPOS de l'Allemagne, CONCERNANT l'Allemagne, mais il n'y a pas de politique POUR l'Allemagne. Ce pays n'est pas un BUT, mais un MOYEN, un PRÉTEXTE, et c'est l'une des raisons pour laquelle les alliés ne peuvent s'entendre. L'on pourrait presque dire que, abstraction faite de la France et de l'Allemagne, le problème allemand, envisagé à l'échelle internationale, N'EXISTE PAS. Il existe, par contre, un problème mondial qui le dépasse, le submerge et auquel il sert simplement de données. Données non négligeables, néanmoins.

La France, cependant, est contrainte, en vertu de son organisation économique, d'en faire pour elle, MAIS POUR ELLE SEULE, une question principale. Son inépuisable bousculade du charbon de la Ruhr indispensable pour transformer son abondante «minette» lorraine en acier, machines-outils, produits métallurgiques divers, BASE DE TOUTE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE qui s'effondrerait sans lui; le retour de l'industrie de la Ruhr COMME PRINCIPAL CLIENT «étranger» de son minerai de fer; les réparations qu'elle attend avec impatience pour équilibrer tant bien que mal une économie désaxée par la guerre et perturbée «A MORT» par une sénilité précoce de son régime social, érigent pour elle la vitalité ou la stagnation de la vie économique et politique de sa voisine en idées fixes, en problèmes-clés. Il faut ajouter, à ces considérations sordides et mercantiles, une crainte irraisonnée de la puissance germanique, poussée jusqu'au paroxysme par la peur d'être à nouveau supplantée sur les marchés mondiaux futurs et poétiquement appelée sécurité.

France? Allemagne? Ces deux pays ne sont que deux pions sur l'échiquier mondial et ne sont que cela. Et cela est si vrai que le capitalisme allemand, qui a perdu la guerre, est entrain de gagner la paix, d'être le SEUL VAINQUEUR de l'abominable boucherie. Qui ne voit les grâces dont il est l'objet de la part des vainqueurs, y exclue la France? Qui ne comprend que la bienveillance des «Grands» envers le capital allemand - le peuple étant pour eux partie négligeable, comme toujours - n'a pour but que de l'attirer dans l'orbite particulière des ex-alliés?...

Lorsque les Anglo-Saxons réclament l'unification de l'Allemagne par l'éclatement des zones d'occupation, ils n'ont pas en vue une amélioration du sort du peuple allemand. Lorsque la France, lorsque la Russie hésitent ou refusent, ce n'est pas en vertu de considérations humanitaires, mais bien pour consolider leurs positions respectives dans le problème primordial qui, telles l'épée de Damoclès, sont suspendues au-dessus de l'humanité.

Le maintien des zones profite - pour des raisons diverses - à la France et à la Russie. En ce qui concerne notre pays, ce qui précède explique en partie son attitude, sans l'approuver d'ailleurs. Pour l'U.R.S.S., les zones non unifiées, en réduisant le potentiel allemand, diminuent l'appoint qu'il pourrait apporter dans une politique possible anti-soviétique des Anglo-Saxons. Elles permettent aussi la mainmise sur la clientèle allemande à travers le monde, car - fait nouveau et gros, très gros de conséquences - la Russie DEVIENT PAYS EXPORTATEUR. Elles créent, enfin, les zones étanches, un déficit financier important dans les parties occupées par les Anglo-Saxons, DÉFICIT COMBLÉ PAR LES CONTRIBUABLES ANGLAIS ET AMÉRICAIS. L'U.R.S.S. peut fort bien espérer que ce gouffre - véritable tonneau des Danaïdes - les incitera à plier bagages et à abandonner la partie en ce coin du monde, la libérant ainsi et d'entraves économiques et de soucis stratégiques et militaires.

Il se peut aussi que la position russe en Allemagne soit le résultat de visées plus éloignées encore et qu'elle agisse ainsi en pratiquant le chantage en prévision d'avantages qu'elle obtiendrait par ailleurs. C'est fort possible, et l'avenir nous renseignera - plutôt que beaucoup ne le croient.

Pour les Anglo-Saxons, le maintien des zones, outre l'inconvénient financier signalé, diminuant le revenu national, contribue à une «*non-rentabilité*» des capitaux qu'ils ont investis dans l'économie allemande; que l'exportation de leurs matières premières abondantes vers ce pays empêche l'importation, source de revenus de leurs «*participations*» financières. Mais elles peuvent aussi aller à l'encontre de leurs visées qui seraient, si le Kremlin a sainement jugé, l'établissement d'un tremplin économique et stratégique dirige contre la jeune, puissante et redoutable rivale commerciale: la Russie.

Car le problème est là et pas ailleurs. Les feintes, les menaces, les désaccords et les tensions sont causés par le désir exacerbé - et naturel dans ce monde chaotique - de s'assurer l'hégémonie mondiale. Oh! non pas l'hégémonie politique, ceci est d'un autre âge et osé depuis longtemps périmé, mais bien l'hégémonie fructueuse, palpable et prosaïque des marchés mondiaux, des matières mondiales, de la production mondiale et de la répartition mondiale. L'Allemagne ne joue dans ce drame qu'un rôle accessoire.

Nous publierons sur ce sujet, vaste et brûlant, une grande enquête dont nous terminons en ce moment le rassemblement des éléments et la documentation.
